

CAMBODGE NOUVEAU

1 - 15 nov. 1995

Politique Economie Finances

2ème année numéro 38

anomalies ?

Un objectif majeur pour le Cambodge : devenir membre de l'ASEAN dans les deux ans à venir (ou moins).

L'idée est de participer à la très forte croissance de la région sud-est asiatique, et d'en profiter. Intensifier les relations avec les pays de l'ASEAN doit avoir pour résultats d'accélérer la croissance, de créer des emplois, d'augmenter le niveau de vie général.

Cela suppose bien des progrès : un appareil législatif compatible avec celui des autres membres de l'Association; des infrastructures qui ne découragent pas les investisseurs; des politiques économique et financières bien conçues et scrupuleusement appliquées; une monnaie qui inspire confiance.

Et cela suppose des relations "normalisées", d'égal à égal entre les pays membres de l'Association. Le Cambodge ne doit pas être considéré par certains intérêts privés des pays voisins comme une zone faible, exploitable, voire pillable.

Il semble qu'en matière d'exploitation forestière et peut-être d'hévéaculture des contrats importants soient signés sans appels d'offres, sans "transparence", sans cohérence, hors de la connaissance même du CDC et des services cambodgiens spécialisés.

Il s'agit sans doute d'anomalies provisoires. Le plan général, les procédures, les intérêts concernés seront certainement rendus publics prochainement.

A.G.

interview

S. E. IENG MOULY

Ministre de l'Information Président du PLDB

Après l'interview que nous a accordée M. Son Soubert, vice-Président de l'Assemblée Nationale, (*Cambodge Nouveau* n° 37), sur la fracture du Parti Libéral Démocratique Bouddhiste, M. Ieng Mouly, nouveau président (contesté par les "Son Sanniens") du PLDB, répond à nos questions sur cette fracture; et le ministre de l'Information à nos questions sur la liberté de la presse.

- *quel est des deux Congrès du PLDB le plus légal ? M. Son Soubert affirme que le Congrès du 9 juillet, qui vous a élu président, n'est pas valable.*

- Selon les statuts du parti, l'organe dirigeant est le Comité directeur, composé de 30 person-

réconciliation ? c'est toujours possible

nes, qui peuvent décider de tenir, ou de ne pas tenir de congrès, qui nomment le président, le vice-président etc ... Le congrès qui a obtenu l'approbation de la majorité de ces trente personnes est le congrès légal. Je peux vous dire que le congrès de M. Son Sann n'a été approuvé que par 5 personnes.

Pour le congrès lui-même, il y a 10 personnes qui sont du côté de M. Son Sann, et il y en a 20 de mon côté. Qui est le plus démocratique ?

Les délais n'ont pas été respectés ? Mais ce congrès était "extraordinaire", il pouvait être convoqué à tout moment. Il ne

s'est pas tenu dans la clandestinité, nous l'avons annoncé à la radio, à la télévision ...

Il n'y a donc pas de "congrès Son Sann" ou de "congrès Ieng Mouly", mais un seul congrès PLDB, celui du 9 juillet.

- *Il existe maintenant deux formations qui s'intitulent PLDB ...*

- Non, il n'y a qu'un PLDB, je vous ai dit pourquoi. Il y a une prétention de la part de M. Son Sann ...

- *M. Son Soubert m'a dit très clairement qu'il recherche la réconciliation, selon le voeu de Sa Majesté le Roi. L'estimez-vous possible ?*

- Oui, une réconciliation est toujours possible. Si nous n'en étions pas capables, comment pourrions-nous prétendre réconcilier tous les Cambodgiens ?

Concernant les adhérents, il y a une confusion. M. Son Sann a dit qu'il en avait eu une vingtaine de milliers, mais est-ce que c'étaient des membres du parti, ou simplement des gens ordinaires qui espéraient en venant à Phnom Penh recevoir de l'argent, ou parce qu'en faisant partie d'une association de développement ils pouvaient bénéficier de quelques avantages, ou bien parce qu'on a fait circuler une lettre de Sa Majesté le Roi demandant aux Premiers ministres que l'on inclue les membres du PLDB de M. Son Sann dans l'administration ?

Si on respecte les statuts, et si on observe au niveau du Comité directeur et des Comités provinciaux je peux vous dire que tout le parti reste intact, d'accord avec

le Congrès du 9 juillet. A Battambang, à Takeo, ailleurs, je n'ai pas eu à remplacer les responsables de province, sauf deux ou trois: les structures restent les mêmes.

En faisant ce Congrès du 9 juillet, j'ai simplement tiré une ligne de conduite : on ne peut pas faire partie du gouvernement et être dans l'opposition, il faut choisir. On ne peut pas jouer deux jeux. Quand je voyage à l'étranger, je ne dois pas dire du mal de mon gouvernement, parce que j'en fais partie. Je ne peux pas dire à des gouvernements amis de ne pas aider le Cambodge par exemple. Et ce n'est pas seulement M. Sam Rainsy qui l'a fait aux Etats-Unis.

les quatre points de divergence

- *Qu'est-ce qui vous différencie au fond de M. Son Sann ?*

D'abord cela : il faut choisir entre le gouvernement et l'opposition. Ensuite, la pratique de la démocratie. On est démocratique quand on accepte la discussion au sein du Comité. Et si on n'arrive pas au consensus, on va au vote. On ne doit pas considérer le parti comme un objet que l'on peut transférer de père en fils. Ce n'est pas démocratique.

Il y a encore deux autres points :

- Les Khmers rouges. On ne doit pas à n'importe quel prix faire revenir les khmers rouges sans respecter la légalité. Les khmers rouges se sont exclus eux-mêmes.

(suite page 2)

à l'intérieur ...

interview S.E. Ieng Mouly
Secteur l'Industrie textile
Le plan de 5 ans et le "plan glissant"
Nouveaux investissements

pages 1 - 2 - 3 - 4
pages 4 - 5
pages 6 - 8
page 8

(suite de la page 1)

de la légalité en ne participant pas aux élections. J'accepterais de parler avec les khmers rouges, pour respecter la réconciliation nationale, s'ils nous disaient clairement :

... d'abord le jour exact du cessez-le-feu. Ils ne doivent pas dire qu'ils sont pour le cessez-le-feu mais qu'il faut en discuter les modalités, parce que ces discussions peuvent durer 20 ans;

... ensuite qu'ils acceptent la Constitution du Cambodge.

à quelles conditions discuter avec les khmers rouges

A ce moment-là on pourra discuter comment ne pas appliquer la loi qui met les khmers rouges hors-la-loi, comment ils pourraient devenir citoyens, former un parti politique etc ...

Lorsque M. Son Sann parle de réconciliation, il pense plutôt aux khmers rouges qu'au PLDB. Ce qu'il veut, c'est réaliser les Accords de Paris. Récemment, il a demandé à ses partisans aux Etats-Unis de faire du lobby auprès du Congrès américain pour qu'on applique les Accords de Paris. Mais c'est du passé ! On ne doit pas revenir sur le contrôle de 5 ministères, sur le retrait des troupes vietnamiennes, sur les élections...

- Un autre point : la question des Vietnamiens. On m'accuse d'être vendu aux Vietnamiens et au PPC parce que je ne dis rien contre la présence des Vietnamiens au Cambodge. Mais nous avons maintenant un gouvernement légitime, une Assemblée nationale souveraine, qui

doit établir des lois, donc

tout ce qui concerne les Vietnamiens doit être traité dans le cadre des lois. Nous avons la loi sur l'immigration. On ne peut pas continuer de dire que le Cambodge est sous domination vietnamienne, que les Vietnamiens sont partout, des millions et des millions, ... Si des députés pensent cela, s'ils pensent que notre pays n'est pas souverain, il faut alors qu'ils se retirent de l'Assemblée ...

- *quel est à votre avis le degré de risque que représentent les Vietnamiens, soit ceux qui sont au Cambodge, soit le gouvernement vietnamien ?*

- Pour moi le problème est résolu parce que nous avons un gouvernement élu, une Assemblée légitime, le peuple est souverain. Le problème de la souveraineté du Cambodge est réglé.

"danger vietnamien" ? Le problème est réglé

Je reconnais qu'il y a des Vietnamiens, et qu'il y a des immigrants illégaux. Mais ces gens-là ne sont pas maîtres de leur destin au Cambodge. Ils sont contraints d'essayer d'éviter les contrôles de notre police. De trouver des moyens de rester au Cambodge. Quant à chasser ces Vietnamiens, sommes-nous assez forts pour créer encore une guerre avec le Vietnam ? Ou avec la Thaïlande ? Nous devons au contraire essayer d'être en bons termes avec nos voisins, étant entendu que les Viet-

notamment sur la défense des clients démunis de ressources, la défense des journalistes face au gouvernement, le Conseil Constitutionnel qui reste à créer.

recensement

L'Institut National de la Statistique commence à préparer un recensement général de la population habitant au Cambodge. L'opération est difficile, il faut notamment former soigneusement les enquêteurs. Le re-

S.E. IENG MOULY

namien. s en situation illégale

doivent s'attendre à être un jour renvoyés chez eux.

Il ne faut pas rêver. Ceux qui sont le plus capables de battre les Vietnamiens ce sont les khmers rouges. Ils les ont chassés hors du Cambodge et ils ont même envahi le Vietnam. Mais la suite a été terrible, et nous ne voulons pas répéter cette même erreur. C'est encore une différence avec M. Son Sann.

- *Que va-t'il se passer maintenant ? Une réconciliation entre les Son Sanniens et votre PLDB est-elle vraisemblable ?*

un autre Congrès du PLDB ? D'accord, si ...

- Je ne sais pas. M. Son Sann dit "j'ai envoyé quelqu'un chez M. Ieng Mouly". Je peux vous dire que je n'ai rien reçu. Au moment où je vous parle, aucune lettre ne m'est parvenue. Ce que je n'accepte pas est que cette lettre a été diffusée partout, pour faire comprendre qu'il a fait un pas vers la réconciliation.

Personne n'est venu chez moi. J'ai eu un coup de téléphone de M. Pol Ham le 21 septembre, disant qu'il voulait me voir. Mais j'allais prendre le bateau pour ma circonscription, et au retour, je partais pour Vienne.

- *Ces questions d'approches étant supposées réglées, que pourrait-il se passer ?*

- Moi je suis d'accord pour tenir un autre Congrès. Je suis sûr de ceux qui me soutiennent.

Il faut d'abord que les Son San-

niens soient réintégrés dans le parti, parce que pour l'instant ils en sont exclus. Qu'ils reviennent dans les différentes instances, et qu'ils respectent la discipline du parti, qu'ils admettent que le parti n'est pas un parti d'opposition.

- *mais qui va juger ce qui est "critique" et ce qui est "opposition" ?*

- Je fais la différence : quand vous dites aux pays étrangers "n'aidez pas le Cambodge parce qu'il ne respecte pas les droits de l'homme", ce n'est pas critiquer.

- *Et si cela échoue ? S'il n'y a pas réconciliation ?*

Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que M. Son Sann forme un parti d'opposition. Mais nous ne voulons pas qu'il utilise le nom de PLDB. "Son Sanniens", ou "Son Sannistes" ? Il n'y a aucun obstacle.

- *Dans cette hypothèse, est-il vraisemblable que ces Son Sanniens, les Sam Rainsistes et certains khmers rouges s'allient dans l'opposition ?*

à mon avis M. Son Sann va vers l'opposition

- La façon de M. Son Sann de se confronter au gouvernement, qui lui avait demandé de retarder son Congrès -sans l'interdire- pour un problème de nom, me donne à l'idée qu'il va vers l'opposition. Va-t'il s'allier avec d'autres ? Je ne sais pas. Mais il choisit de plus en plus l'opposition plutôt que le gouvernement.

(suite page 3)

A PROPOS ...

Ordre des Avocats

Elu bâtonnier du premier Ordre des Avocats du Cambodge, qui compte 28 avocats, M. Say Bory estime que ce qui fait désormais le plus défaut à la justice cambodgienne est un Conseil Supérieur de la Magistrature, seul organe qui ait autorité sur les juges. M. Say Bory lors d'une conférence de presse, le 20 octobre, a été interrogé

estimée à 10,5 millions.

médias

Une loi est en préparation au ministère de l'Information qui donnerait l'autonomie financière à la Radio et à la Télévision. Peut-être grâce aux revenus d'annonces publicitaires. De sorte que ces médias pourraient du même coup être politiquement indépendants du gouvernement. N'étant plus "officiels", ces

(suite page 3)

- Les Son Sanniens estiment qu'ils ont beaucoup de partisans au sein même du gouvernement, au Funcinpec, au PPC, et que le jour des élections ces partis constateront beaucoup de défections. - C'est pour les Son Sanniens une raison d'espérer. Qu'en sera-t-il ? Personne ne le sait. Moi-même, au moment des élections, j'avais espéré au moins 30 à 40 % pour notre parti, et nous n'avons eu que moins de 10 %, et 10 sièges seulement à l'Assemblée Nationale. Mais il faut rêver en démocratie, on ne peut pas empêcher quelqu'un d'espérer...

Presse : nous voulons éduquer notre peuple

Concernant la liberté de la Presse, comment interpréter la condamnation en appel de M. Thun Bun Ly à 5 millions de riels d'amende ou un mois de prison, pour un article qui était au plus insolent vis à vis des deux Premiers ministres ?

- il faut d'abord faire la différence entre la société cambodgienne et les sociétés occidentales. Nous émergeons d'une vingtaine d'années de destructions, l'ordre social passé a été bouleversé, renversé par la guerre et par les régimes politiques successifs, surtout à l'époque des Khmers rouges. Les responsables politiques d'aujourd'hui doivent restaurer cet ordre : social, politique, économique, etc ...

En France il y a eu une longue période de consolidation de la démocratie et de la liberté alors qu'au Cambodge nous sommes tout à fait nouveaux. En France

vous n'avez pas besoin de prêcher les notions de liberté et des devoirs civiques aux citoyens. Au Cambodge au contraire on doit apprendre ce qu'est la liberté dans les devoirs civiques.

De votre côté vous devez apprendre la mentalité du peuple cambodgien tout entier.

Nous sommes maintenant revenus à la monarchie, où il y a beaucoup de hiérarchie sociale, c'est une structure de notre société que nous devons maintenir pour le bien du peuple cambodgien.

Lorsque nous condamnons des journalistes, nous ne condamnons pas la liberté, mais la façon dont ils écrivent. Nous voulons éduquer notre peuple, car il a une responsabilité devant la société. Nous sommes dans une société très fragile, très jeune, il faut d'abord la renforcer.

Le moment où cette démocratie pourra être 100 % opérationnelle, ce sera quand les institutions qui soutiennent les valeurs démocratiques seront mises en place. Pour le moment on est dans la période transtoire. La situation du Cambodge n'est pas encore bien comprise. Quand

comparer quelqu'un à un chien est très insultant

on prend des mesures contre un journaliste, on dit qu'on restreint la liberté de presse, alors que les punitions sont pour les gens qui ne savent pas utiliser la liberté. C'est à dire qu'au lieu d'utiliser cette liberté, ils insultent ou bien

d'être un "quatrième pouvoir", estime Pin Samkhon, président de la KJA -Khmer Journalist Association-, d'autant plus que 90 % de la presse écrite est "achetée". KJA, politiquement neutre, groupe 8 journaux et bulletins, et 8 associations; LJC -League of Cambodian Journalists-, gouvernementale, groupe la majorité des journaux, et l'Association des Journalistes Indépendants, plutôt anti-gouvernementale, groupe 6

S.E. IENG MOULY

créent des problèmes pour la société. C'est pour ça que, au moment des discussions sur la loi sur la presse, j'ai bien dit que les punitions sont appliquées à ceux qui ne respectent pas le code d'éthique.

Au Cambodge comparer quelqu'un à un chien c'est très insultant et personne ne l'accepte.

- si le pouvoir est si sensible à quelques mots, même très insultants, est-ce que ça ne signifie pas qu'il se sent très fragile ?

- Non, je crois que le pouvoir de la presse est très faible. Mais nous voulons corriger les gens qui ne savent pas respecter les personnes humaines.

- et l'idée de M. Khieu Kanharith, d'une commission de conciliation, avant d'aller au procès ?

- C'est une idée, mais le plus simple serait d'éviter d'utiliser des mots insultants. Ce n'est pas parce qu'on est journaliste qu'on

on se réfère à la justice c'est un progrès énorme !

peut tout se permettre, surtout au Cambodge, surtout quand on s'adresse à des personnes responsables. Nous avons un vocabulaire particulier pour s'adresser au Roi, un autre pour s'adresser aux bonzes, pourquoi la presse ne participerait pas à cette éducation civique ?

(On parle toujours de liberté de presse, d'accord, mais il faut aussi respecter le droit des gens ! Sinon comment pouvez-vous

prétendre élargir la démocratie, ou le respect de la loi ?

Remarquez que, en 1995, aucun journaliste n'a été emprisonné. Il y a eu des condamnations, mais les condamnés sont encore libres, parce qu'il y a une cour d'Appel, etc ... Mais si vous pensez à l'année dernière, ou l'année précédente, et à la période précédant les élections : le ministre de l'Information pouvait à tout moment fermer un journal sans recourir à la justice, alors que cette année, on se réfère à la justice. C'est déjà un progrès énorme !

Nous avons maintenant au moins une image de l'état de droit. Nous ne sommes pas encore satisfaits de notre justice, mais vous devez bien comprendre que ce n'est pas

d'accord pour une Presse qui dénoncerait les scandales

en deux années que l'on peut établir un état de droit, et que l'on peut avoir une démocratie comme en occident. Il faut encore des efforts, des sacrifices, de la tolérance, mais le recours à la justice est déjà une tolérance de la part du gouvernement, qu'il doit continuer à appliquer à l'avenir

- il semble que tout simplement la presse dirige mal ses critiques. Elle tend vers l'insolence, alors qu'il serait plus intéressant qu'elle critique certains choix politiques, qu'elle dénonce certaines obscurités, des scandales. ... Seriez-vous d'accord avec une presse qui aurait ce genre d'attitude ?

- Je serais tout à fait d'accord, et je souhaite que notre presse atteigne ce niveau professionnel.

(suite page 4)

A PROPOS ...

médias pourraient programmer ce qui leur semblerait bon, y compris inviter des personnalités de l'opposition, ou organiser des débats politiques.

Ce projet doit encore être examiné par le Conseil des ministres, et adopté par l'Assemblée.

quatrième pouvoir ?

La presse est encore très loin

journaux. Ces 3 Associations se sont réunies le 27 octobre pour étudier la formation des journalistes.

la "concession Panin"

1,4 million d'ha de terrain, c'est à dire la quasi-totalité de la province de Ratanakiri, et des parties des provinces de Mondolkiri et de Stung Treng, seront concédées à la compagnie indonésienne Macro Cambodia Forestry Ltd, une

branche du groupe bancaire Panin. Le contrat a été signé le 12 septembre par les ministres Sok An et Veng Sereyvouth.

Macro Cambodia Forestry prévoit aux termes de ce contrat un investissement de 200 millions de dollars en usines, infrastructures et coupes de bois. Elle aura le droit exclusif de couper et de transporter les arbres pour les traiter. Elle pourra exporter le bois sous forme de bois sciés, de

(suite page 4)

IENG MOULY

C'est pourquoi nous encourageons les amis du Cambodge et la presse internationale à venir au Cambodge nous aider à mettre en route notre Institut de Communications et donner à nos journalistes un niveau acceptable. Nos journalistes font des efforts, mais ils n'ont pas encore le niveau professionnel international.

Je prends un exemple : les journaux écrivent sur moi tous les jours, et aucun journaliste n'est jamais venu m'interviewer. Comment peuvent-ils être crédibles, prétendre que leurs journaux reflètent la vérité ?

Il n'y a pas de travail de recherche, on écrit sur des on-dit, sur des rumeurs, et les lecteurs croient que c'est vrai. Les informations des journalistes n'ont pas de fondement.

- donc le gouvernement serait d'accord pour une presse d'opposition ?

- Au Conseil des ministres, j'ai toujours dit

que, comme nous n'avons pas de parti d'opposition à l'Assemblée nationale, nous devons utiliser la presse locale comme une opposition. Et nous devons souhaiter qu'il y ait une opposition, parce que sinon le gouvernement ne fera pas de progrès. On ne peut pas dire que tout va bien et que tout est parfait. Il faut que quelqu'un critique. Ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est la façon dont nos journalistes travaillent actuelle-

ent. Dans les journaux qui paraissent, combien de reportages ? Il n'y en a pas. Sauf dans quelques journaux professionnels, vous ne voyez que l'éditorial, des lettres de lecteurs, des opinions, mais pas d'informations.

On voit pourtant un commencement, les journalistes qui travaillent avec des agences de presse ont un niveau professionnel assez élevé. Le niveau monte.

Mon souhait n'est pas de faire des lois contraignantes, mais d'élever le niveau professionnel des journalistes : quand ce sera le cas, il ne sera plus nécessaire de punir, parce qu'il n'y aura plus de fautes.

Je ne suis donc nullement contre une presse d'opposition. S'il n'y en a pas, c'est que les partis politiques sont tous représentés dans le gouvernement. Quant à la presse actuelle, elle pourrait être une presse d'opposition si elle améliorerait son information, son expérience, son niveau professionnel.

- En tous cas, qu'il y ait un grand parti d'opposition

ne vous fait pas peur ?

- Au contraire, cela prouverait que la démocratie est en bonne santé. Mais il faut séparer les rêves de la réalité et se souvenir que les Cambodgiens dans leur majorité ne se soucient pas trop de la politique. Ce qui intéresse les paysans, ce sont les engrais, la pluie, l'irrigation, ...

d' accord pour une Presse d'opposition

... et un grand parti d'opposition

A PROPOS ...

contre-plaqué, de panneaux, de sciure, et autres articles en bois ou comportant du bois. L'Etat cambodgien reste propriétaire du terrain. La concession est de 50 ans, renouvelable pour une durée égale.

Les redevances mensuelles au gouvernement seront proportionnelles aux catégories de bois coupés : cat. 1 : 20 dollars par m³, cat. 2 : 14 \$/m³. cat. 3 : 11

\$/m³.

Macro Cambodia Forestry devrait présenter un "Plan directeur" de son projet vers la fin novembre, précisant les surfaces, les parcelles concernées et le calendrier d'exploitation.

Le contrat ne concerne pas la plantation d'hévéas située au centre de la province de Ratana-kiri, confirme le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture Chea Song.

Le contrat évoque la "reforestation", mais de façon imprécise.

TEXTILE :

Il ne s'agit pas d'industrie textile à proprement parler (filature, tissage), mais plutôt d'ateliers de couture.

Les tissus, le plus souvent (à 70%) synthétiques, sont importés de Corée du Sud (48 %), Singapour (22%), Taïwan, Indonésie, ...

Les machines viennent pour 40 % du Japon, 39 % de Singapour, 9 % de Taïwan, 8 % de Chine, 3 % de France, ...

Le travail apporté par les ateliers cambodgiens est pour l'essentiel de la couture. La main d'oeuvre est pour l'essentiel féminine.

1. (A noter pourtant que l'usine de Kompong Cham, rachetée par des Taïwanais, doit reprendre prochainement le tissage du coton. Actuellement, sur les 600 ouvriers, une centaine seulement travaille à la maintenance, pour 35 dollars par mois, et 500 ne travaillent pas, pour un salaire de 21 dollars. Il est prévu de planter du coton).

La production, c'est le plus souvent des articles de base à bon marché destinés aux grandes surfaces et aux ventes par correspondance : polos, pantalons, chemises, gants, pullover, ... Il n'y a pas encore de sous-traitance pour des marques connues.

L'expansion du secteur est très rapide :

- entre le 4 août 1994 (promulgation de la Loi sur les investissements) et le 9 janvier 1995 (5 mois), 10 projets concernant le vêtement ont été approuvés par le CDC.

- pendant les 8 premiers mois de 1995, 20 projets ont été approuvés (voir dans ce numéro p. 8). Et un grand nombre sont en attente d'agrément.

Les investisseurs sont Malais, Chinois, Taïwanais, Singapouriens, ... Jusqu'ici, pas d'Européens, pas d'Américains.

L'exportation est l'objectif de la quasi-totalité des investisseurs. Actuellement, selon les infor-

entreprises	origine	employés	export sept (US\$)
Cambodia Garments	Malaisie	1 350	424 141
June Textils	Malaisie	900	873 362
Thaïpore Garments	Singapour	255	231 821
Supreme Garments	Malaisie	400	153 200
M & V International	Macao	350	383 466
Integrity Apparels	Malaisie	500	425 809
P.P.S. Cambodia	Singapour	350	-
Horus industrial	Taïwan	400	3 825
Potamon Cambodia		155	76 643
Gold-Kanvimex	Hong Kong	700	32 000
Wing Tai Apparels		302	62 241
City New Garments	Cam/HK/Si	250	14 582
Full Day Cambodia		200	-
Wing Hwa		350	111 979
total		6 462	2 769 866

Le ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement, directement concernés, auraient demandé des garanties à ce sujet.

31 % des forêts ... au moins

Dans un communiqué envoyé d'Osaka le 19 octobre, M. Sam Rainsy exprime sa "profonde préoccupation" au sujet du contrat signé par le gouvernement et le groupe indonésien Panin. Avec la concession

accordée à Samling Corporation (Malaisie), "ce sont au moins 31 % des forêts cambodgiennes restantes qui ont été vendues sans même prendre en compte les nombreux contrats secrets que le Gouvernement selon la rumeur a signés ou négociés au cours des 12 mois passés (...)"

Phnom Penh - Sihanoukville

La Chine Populaire envisage de prendre à son compte la réha-

(suite page 5)

un secteur en pleine expansion

mations du ministère de l'Industrie à la mi-octobre, 14 entreprises sont exportatrices dans le secteur (*liste ci-contre*).

Un exemple : Cambodia Garments, créée depuis un an environ (c'est l'ancienne "usine textile n°1") a exporté vers la France en juillet pour 139 185 dollars de vêtements d'enfants, et pour 67 616 dollars de pullover pour femmes.

Une entreprise, Kong Hong, 1400 employés, jusqu'ici spécialisée dans les uniformes militaires et policiers, pour le marché intérieur uniquement, prévoit d'exporter dès novembre vers la Hollande et les Etats-Unis.

Les exportations cambodgiennes de produits textiles sont déjà importantes : 2,69 millions de dollars en septembre; 3,1 millions en août.

Du début de l'année jusqu'à la mi-octobre, la valeur des exportations de produits textiles a atteint 18 millions de dollars.

Pourquoi le Cambodge ? Quelles sont les raisons du choix des investisseurs ? Le ministère de l'Industrie en distingue 6 :

exportations prod. textiles 9 mois 1995 (mio US\$)	
Grande Bretagne	7,56
France	2,49
Allemagne	2,23
Danemark	1,45
Belgique	0,95
Pays-Bas	0,66
Luxembourg	0,34
Etats-Unis	0,34
Canada	0,12
...	(source Min du Commerce)

1. beaucoup de pays (27) laissent entrer ces produits sans les taxer en vertu du "système de préférences généralisées" (ou GSP) : l'Europe, le Canada, ...; bientôt aussi les Etats-Unis, dont on attend également la "clause de la nation la plus favorisée" (MFN)

2. il n'y a pas de quotas;

3. la main d'oeuvre cambodgienne n'est pas chère;

4. la loi sur les investissements est très favorable (notamment : impôt sur les bénéfices de 9%; exonération jusqu'à 8 ans; libre rapatriement des capitaux et bénéfices, ...);

5. il y a une exonération totale des taxes à l'exportation; à l'importation, 3 taux : 7%, 15% et 35%. La plus grande partie des importations du secteur est taxée à 35%.

6. l'investissement de départ est faible : usines et machines ne sont pas chères.

ce n'est qu'un début ...

Les revenus de cette activité, en termes financiers, sont faibles pour les travailleurs comme pour le Budget. Mais les responsables considèrent qu'avant tout elle est créatrice d'emplois : c'est la première urgence. Il y a aussi des effets secondaires importants : - le transport, le bâtiment, les cantines... en profitent; et les Cambodgiens font ainsi l'apprentissage du commerce international.

Bref le début est modeste, mais c'est un début ...

sources : ministère de l'Industrie; ministère du Commerce; Poste d'Expansion Economique; enquête entreprises : Phally.

salaires et conditions de travail

Nous avons interrogé trois ouvrières travaillant dans trois entreprises différentes.

- salaires :

. pas de salaire fixe. C'est selon le travail. J'estime qu'on gagne de 35 à 40 dollars par mois.

. 35 dollars par mois. Dans les conditions maximum (cf ci-dessous) : 70 à 75 dollars par mois.

. 25 dollars par mois, et selon le travail de 10 à 17 dollars de plus.

- **horaires de travail** : ils sont très semblables :

. de 7h à 11h et de 14h à 17h30

. de 7h à 11h et de 13h à 17h

. de 7h à 11h et de 13h à 17h

Donc : 8 heures par jour dans deux cas, 7h30 dans un cas.

On travaille six jours par semaine.

Dans une usine : les ouvrières qui le veulent peuvent travailler jusqu'à 21 heures, et dans ce cas gagnent 2000 riels de plus par jour (il faut diner sur place, et le coût de ce repas est pris sur la paye).

Si on travaille le dimanche : 4500 riels supplémentaires.

Si on arrive à coudre le nombre de pièces exigé, on a un dollar supplémentaire par jour.

Dans cette entreprise, on peut gagner jusqu'à 70 à 75 dollars par mois, dit cette ouvrière (mais cela suppose des journées de 12 heures, et 7 jours de travail par semaine).

- retards :

. plus de 2 minutes de retard, les

portes sont fermées, on reste dehors et le salaire, est réduit de 1 jour.

. si on a 5 minutes de retard, on a des reproches et des avertissements. Si on est absent sans autorisation 4 jours, on est exclu.

. après 3 minutes la porte est fermée, on reste dehors jusqu'à 11h. On rentre travailler ensuite, et on a un reproche.

- maladie-accident :

. aucune aide. Si on est vraiment malade, on peut demander une autorisation d'absence mais pas plus de 3 jours. Au delà, on est exclu.

. rien. On peut demander 3 jours, si on a un certificat médical. Sinon, le salaire est réduit.

. rien. On a le droit de demander 4 jours d'absence, si on a un certificat médical.

- retraite :

. rien. Il y a un âge limite pour l'embauche : au-dessus de 40 ans, on n'est pas embauché.

. rien. "J'ai entendu dire que pour les vieilles ouvrières qui doivent s'arrêter, l'usine paie 350 dollars. Mais je connais une vieille ouvrière, elle attend toujours cette subvention pour s'arrêter".

. rien. Si on ne peut plus travailler, on s'arrête, on est exclu.

turnover : selon les trois ouvrières interrogées, beaucoup essaient, discrètement, de quitter leur emploi : 50% l'ont fait depuis 4 mois selon l'une.

A PROPOS ...

bilitation de la liaison ferroviaire PhnomPenh-Sihanoukville. Aucune décision n'a encore été prise.

urgence-emplois

En 2000 (dans 4 ans), le nombre des Cambodgiens en âge de travailler aura augmenté de 1,5 million et atteindra 6 millions. l'Organisation Internationale du Travail prépare un plan d'action "Jobs for Peace".

Anarchie dans l'hévéaculture

C'est le titre d'un article de Susan Postelwaite dans le *Phnom Penh Post* du 20 octobre; l'expression est du sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture Chhun Sareth, qui estime la situation "hors de contrôle; l'anarchie touche la coupe des arbres, le transport du latex, les ventes, les vols". Il est d'accord sur tous ces points avec les spécialistes français.

Il est clair que les revenus de

l'hévéaculture, déjà beaucoup plus faibles qu'ils ne devraient l'être, à cause d'une très mauvaise gestion, échappent dans une très large mesure au budget de l'Etat. L'hévéaculture, avec l'exploitation forestière, est le secteur qui reste le plus éloigné de la transparence et de l'économie de marché.

L'anarchie contribue à augmenter le coût de la future réhabilitation des plantations et pourrait finir par décourager les inves-

tisseurs sérieux. "Je crains qu'il n'arrive aux hévéas la même chose qu'au tek : à force d'exploitation anarchique, aujourd'hui il n'y en a plus" dit M. Chhun Sareth.

Malgré tout, il semble que la situation soit sur le point d'évoluer avec l'engagement pris par le gouvernement de privatiser toutes les plantations et de commencer les négociations avec les investisseurs avant la fin de l'année (CN n° 36).

FMI - CAMBODGE

"des avancées significatives"

Nous recevons de M. J. D. Charap, Représentant Résident du Fonds Monétaire International à Phnom Penh la lettre suivante.

Monsieur le Directeur,

C'est avec beaucoup d'étonnement que j'ai pris connaissance, dans votre publication n° 37 du 15 octobre dernier, de l'article censé reproduire un interview que j'ai accordé, à sa demande, à votre rédacteur M. Gascuel, sur la situation économique du Cambodge et sur ses relations extérieures (...).

Voici en substance ce que j'ai dit au cours de cet entretien :

Il est vrai que pendant les premiers mois de cette année, certaines difficultés ont empêché le gouvernement de respecter intégralement ses engagements pris à l'égard du FMI, notamment en ce qui concerne l'endettement extérieur ou la comptabilisation budgétaire des opérations financières.

Mais il est vrai aussi que le gouvernement a mis fin à ces pratiques, au cours même du premier semestre de cette année, et qu'il a instauré, dans le même temps, une meilleure transparence budgétaire.

Sur un plan plus général, le Cambodge, sur les recommandations du FMI, a voté une loi rectificative des Finances et a respecté la plupart des critères quantitatifs ou qualitatifs d'évaluation de ce programme de telle sorte que, d'une part, un accord a pu être signé, sur place, en juillet dernier, entre le Cambodge et le FMI et que, d'autre part, le Comité Exécutif du FMI a mis, le 15 septembre dernier, à la disposition du Cambodge, le 2ème prêt d'ajustement structurel.

Je peux donc réaffirmer, si besoin en était, pour vos lecteurs, que des avancées significatives sont faites par le Cambodge dans cette période de transition vers l'économie de marché tant en ce qui concerne la construction d'un

nouveau cadre légal que la restructuration financière et administrative ou la réforme des procédures, ou encore la formation professionnelle. Dans ce cadre, l'évaluation faite par les experts du FMI de l'état d'avancement de l'exécution des programmes de réformes et de mesures par le Gouvernement Royal montre clairement que les autorités cambodgiennes ont d'ores et déjà rempli une bonne partie de leurs engagements.

Je peux réaffirmer, également, que les discussions entretenues entre les représentants du FMI et les représentants du Cambodge ont, peut-être, à certains moments, été serrées mais qu'elles n'ont jamais impliqué, contrairement à ce que laisse entendre votre article, ni menace, ni soupçon ni lassitude, et encore moins rupture dans le processus de négociation.

Il n'a jamais été question dans l'entretien d'évoquer la distance que pourrait prendre la communauté internationale à l'égard du Cambodge alors que, sans discontinuité, des accords financiers sont signés, avec des partenaires internationaux, dans tous les domaines et dans tous les secteurs de l'économie : infrastructures, enseignement, crédit rural, assistance technique, santé, rééchelonnement des dettes, investissements privés, etc ... etc ...

Je vous serais donc obligé de bien vouloir rectifier dans votre prochaine publication, la tonalité de l'article précité, parce qu'elle ne correspond ni à ce que j'ai dit ni, bien entendu, à la réalité.

Joshua Charap
IMF Resident Representative
Phnom Penh-Cambodia.

votre Pub dans Cambodge Nouveau
une bonne idée !

Bientôt.

le Plan de 5 ans

Le ministère du Plan, resté discret jusqu'ici, va prochainement faire connaître les résultats des travaux qu'il mène, avec l'assistance technique de la Banque Asiatique de Développement, depuis le mois d'avril.

Il s'agit d'une part d'un Plan de cinq ans 1996-2000, et d'autre part, nous explique M. Sang Ryvannak, sous-Secrétaire d'Etat au Plan, et d'autre part d'un Programme d'Investissements Publics (ou PIP) de 3 ans, qui est un "plan glissant" (c'est à dire qu'il n'est pas "terminé" au bout de trois ans, mais consiste à prévoir, chaque année, les trois années suivantes).

Le Plan 1996-2000

L'idée générale est que le Cambodge doit se préparer à devenir membre de l'ASEAN d'ici deux ans, et qu'il faut s'y préparer. Ce sera un plan "sectoriel".

Trois priorités ont été retenues :

1. respecter les équilibres macro-économiques; . réaliser un PIB suffisant pour assurer le volume d'investissements intérieurs . consolider la parité riel/dollar . attirer les investissements privés . réaliser des réformes fiscales
2. réaliser des réformes administratives; développer les ressources humaines;
3. intégrer l'économie cambodgienne dans la région et dans le reste du monde.

Cette adaptation de l'économie du Cambodge aux économies environnantes est un objectif ma-

jeur. Il faut rechercher des marchés extérieurs et s'y adapter, pour cela respecter des qualités, des normes, des comportements... Le contenu du Plan de 5 ans sera connu fin octobre.

Le plan glissant

Dans ce premier "plan glissant", la priorité est donnée au développement du monde rural. En premier lieu : les transports et communications, pour rétablir les connexions, nationales mais aussi régionales et locales. On commencera, à titre de test, par les provinces de l'est : Kandal, Kam-pot, Svay Rieng, Prey Veng, Kompong Cham, qui ne posent pas de problèmes de sécurité. On y créera des centres d'activité commerciale pour inciter aux échanges. La Banque Asiatique de Développement doit y consacrer 25 millions de dollars. On mettra l'accent aussi sur les systèmes d'irrigation : barrages, réservoirs, canaux. Et sur la Santé et l'Hygiène.

Le budget global prévu, sur 3 ans, est de 1,2 milliard de dollars, ainsi répartis :

. Transports-communications	312 mio de \$
. Santé	240
. Education	134
. Agriculture	128
. Electricité	108
. Distribution eau	96
. Social	72
. Culture-religion	36
. Man. minerais	24
. projets spéciaux	200

47 % concerneront le monde ru

(suite page 8)

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
décideurs

notre
meilleur
investissement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, Economie, Finance

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Phally
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

*A l'occasion de Son anniversaire
les lecteurs de CAMBODGE NOUVEAUX
et l'équipe du journal
présente leurs vœux à
Sa Majesté Norodom Sihanouk*

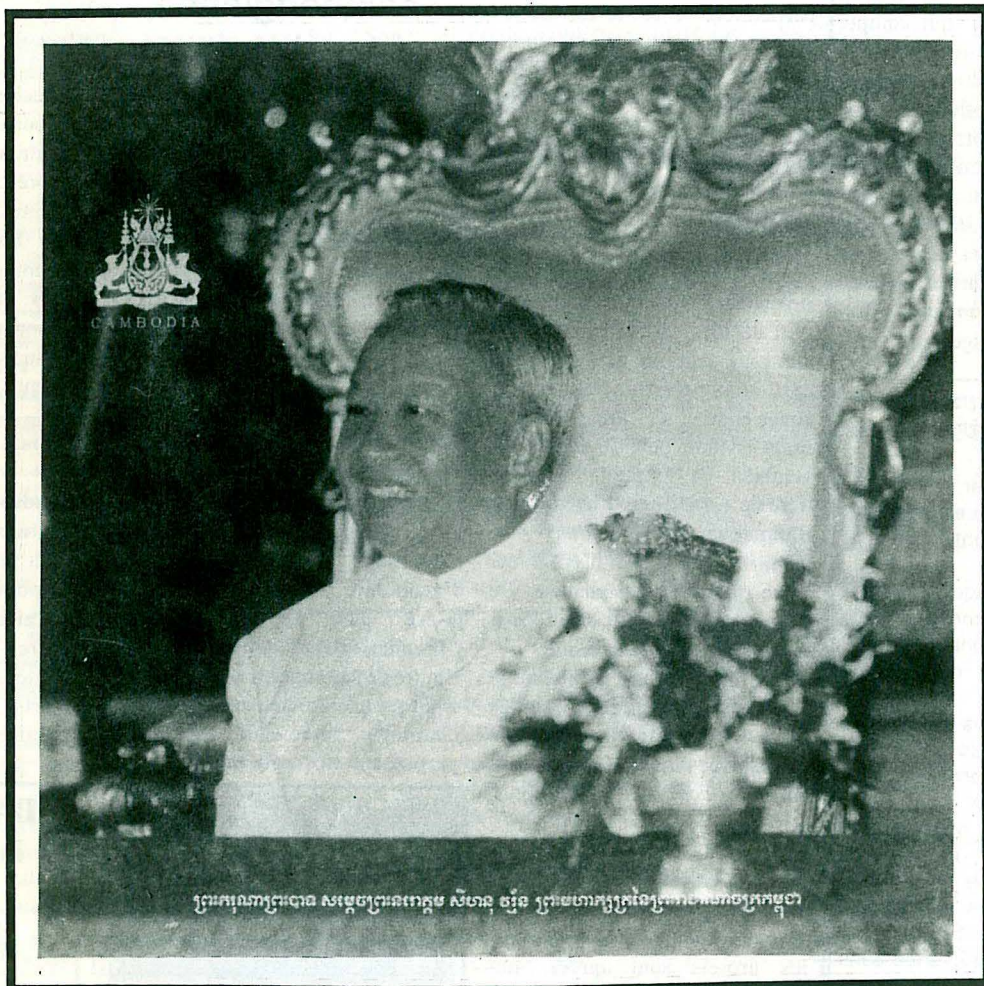


Photo So Naro (KJA)

MEILLEURS VOEUX

le Plan "glissant"

(suite de la page 7)

ral, et 53 % le monde urbain. Ces projets n'incluent pas ceux des ONG, ils viennent en supplément.

Quel sera le financement ?

Nous prévoyons, nous dit M. Sang Ryvannak, que le Budget national fournira en gros 110 millions de dollars.

Les prêts et dons avoisineront 570 millions de dollars.

Il manquera donc, pour atteindre le total de 1,3 milliard, environ 620 millions de dollars.

D'où un programme d'investissements publics que nous présenterons aux pays étrangers, sous la forme d'un gros catalogue, une "shopping list" qui compte 220 projets (sur les 400 retenus à l'origine, après sélections, "priorisation" et harmonisation).

A chaque projet correspond une fiche descriptive détaillée, avec le coût de réalisation. Ces coûts s'échelonnent entre 10 000 et 85 à 90 millions de dollars. Les pays ou organisations pourront ainsi choisir commodément leurs interventions au Cambodge.

comment se prépare le PIP ou "plan glissant" de 3 ans

- en janvier-février, tous les ministères techniques rassemblent les documents d'identification des projets.

- en mars-avril, chaque ministère à partir de ces documents formule les projets qu'il souhaite intégrer dans le budget de l'année suivante;

- en juin-juillet les ministères techniques établissent des priorités et soumettent les projets au ministère du Plan;

- en juillet-août le ministère du Plan analyse et établit des tableaux de synthèse;

- en septembre ce budget est présenté au CDC et au Conseil des ministres pour qu'il entre dans le Budget national (cette année, la première, il y a environ un mois de retard);

- en septembre-octobre le ministère des Finances recherche le financement;

- en novembre l'Assemblée nationale adopte.

Cambodge Nouveau est entièrement réalisé au Cambodge

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Le CIB, *Cambodian Investment Board*, a récemment publié la liste des projets d'investissements qu'il a agréés entre le 1er janvier et le 20 août 1995.

En principe, le Conseil de Développement du Cambodge (CDC) supervise tous les investissements, et le Bureau Cambodgien des Investissements (CIB) est le "guichet unique" auquel les investisseurs doivent s'adresser et dont ils reçoivent un "agrément" officiel.

En réalité les choses sont moins simples.

D'abord, il est possible d'investir au Cambodge sans passer par le CDC, si l'on ne recherche aucune condition particulière. C'est le fait de la plupart des petits investisseurs, qui ne demandent pas de dialogue particulier avec les pouvoirs publics; ils n'ont qu'à s'inscrire auprès du ministère du Commerce, avec des formalités très simples.

Mais il apparaît que certains investissements très importants sont décidés en dehors du CDC, aux plus hauts niveaux. C'est le cas tout récemment de la concession à une société indonésienne, pour 50 ans renouvelables, de l'exploitation forestière de 1,4 million d'ha dans le Ratanakiri (voir dans ce numéro). Le CDC n'en a été avisé qu'après la signature. De même la concession accordée à Pheapimex, en octobre, sur 11 800 ha d'hévéas. De même le CDC n'avait agréé qu'"après coup" les très importants contrats signés avec Ariston (tourisme) et Samling (exploitation forestière).

Il y a d'autre part conflit de pouvoirs entre le CDC et certains ministères. Dans certains secteurs d'activité, tout va bien, les projets sont agréés sans difficultés et rapidement, en accord avec les ministères concernés. Dans d'autres secteurs, les délais sont interminables, et les agréments restent "sous réserve", parce que les ministères concernés veulent conserver leur pouvoir de décision - sans l'exercer.

C'est d'ailleurs pourquoi le

décret d'application de la Loi sur les investissements n'a pas encore été publié : certains ministères estiment que la loi donne trop de pouvoirs au CDC.

Pour toutes ces raisons, la liste des investissements "agréés" par le CDC de janvier à août ne reflète pas exactement la situation des investissements. Elle donne pourtant des indications intéressantes.

- **Singapour en tête**
- **forte participation cambodgienne**
- **rush sur l'industrie textile**

Pendant les huit mois janvier-août 1995, 77 projets ont été agréés.

Première constatation : **la part considérable de l'investissement cambodgien** : il intervient dans 44 des projets (c'est à dire nettement plus de la moitié), et la part de cet investissement cambodgien est à parité avec l'investissement étranger, ou majoritaire (50 % et plus) dans 29 de ces projets. Il s'agit là d'un phénomène important : il montre que **l'économie cambodgienne n'est pas en voie de "recolonisation"** par l'un ou l'autre de ses voisins, comme on avait pu le craindre, mais qu'au contraire les Cambodgiens participent très nettement à la

renaissance de l'économie.

Autre phénomène favorable : **l'origine des investisseurs est plus diversifiée**. Si les Malaisiens restent des investisseurs importants (10 projets agréés), ils sont dépassés, pour les 8 mois en question, par les **Singapouriens** (14 projets), tandis que les **Taiwanais** arrivent en force (9 projets, comme les Français), suivis par les Chinois de Hong Kong (6 projets, comme les Thaïlandais et comme les Australiens).

Apparaissent encore des Chinois (5 projets), des Coréens (2), même des Vietnamiens (1 participation).

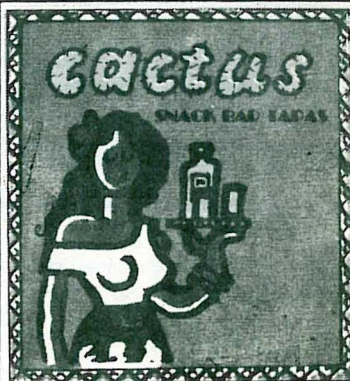
Les Américains se "déclanchent" enfin (5 projets), les Japonais guère encore (1).

Les Britanniques sont soudain très présents (gros projet hôtelier, textile).

Dans l'ensemble, comme précédemment, on note **la faible part des "non-asiatiques"** : 16 projets ou participations sur 77 (en excluant les Australiens, qui se veulent "asiatiques").

Concernant la répartition par secteurs : on constate un **rush sur l'industrie textile** avec 20 projets agréés pendant les 8 premiers mois, et un très grand intérêt porté aussi à **l'industrie alimentaire**, avec 12 projets.

Les autres projets sont répartis en hôtellerie, traitement du bois, transports, matériaux de construction, etc ...



CHANGEMENT DE DIRECTION

LUC VOUS ACCUEILLE AU CACTUS

buffet de salades à volonté à 2 \$ s. c. tous les midi

GRAND CHOIX DE BIERRES

LE CACTUS

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH